

UAD : attention DANGER !

Depuis 2001, la municipalité Dijonnaise s'efforce à faire de son mieux pour chaque habitant de la capitale régionale. Cette année en fut l'exemple avec l'inauguration de la première vague de grandes réalisations engagées par François Rebsamen et son équipe : Ikéa, Zénith, Planétarium, Nouvelle Cuisine Centrale, début des travaux au quartier Junot, etc. De plus, les projets ne manquent pas, LINO (début des travaux en 2006), rénovation urbaine au quartier des Grésilles et Fontaine d'Ouche, Cité des Affaires, piscine olympique, rénovation de la place de la Libération, rénovation et agrandissement de l'hôpital du Bocage, création d'un grand campus ouvert sur l'extérieur...

Avec mon confrère V.B., nous avons pu assister à une réunion organisée par l'UAD (= UMP masquée de l'opposition municipale) au bar le Mirande, rue de Mirande, et quelle fut notre surprise !

“L'Université est une usine à fabriquer des cancrs”

François-Xavier Dugourd (FXD) animait cette réunion “d'information”. Nous pensions apprendre ce qu'il pensait de la politique de la ville, des grands projets à venir pour le quartier, et quelles étaient ses idées sur notre Cité. Hélas, rien de tout cela. FXD n'a pas de grands projets, ni même d'idées sur l'avenir de Dijon. Seuls les problèmes de circulation semblent aujourd'hui l'interpeller. Dans le quartier Mirande plusieurs projets vont voir le jour dans les années à venir : le grand hôpital du Bocage et surtout l'ouverture du campus vers l'extérieur avec le prolongement de l'esplanade Erasme en direction de la faculté de Médecine. Un très beau projet qui veut faciliter la circulation des étudiants sur le campus, leur offrir un accès facile à tous les services de l'Université (RU, CROUS, Athéneum, MDE ou Maison de l'Université). Seulement, pour FXD, pas de réalisation car il y voit des problèmes pour les voitures. Où vont-elles se garer ? Comment va être géré le trafic ? Questions justes, mais si FXD siégeait dans les conseils où il est élu ou nommé, il saurait que toutes ses questions ont une réponse. Ensuite, dans un monde de plus en plus pollué et où nous cherchons tous (enfin presque !) des solutions alternatives, le problème des voitures ne doit pas être un facteur déterminant surtout que d'autres moyens de transport vont être mis à disposition (bus, vélo). Ce responsable politique de droite ne pense

UAD NON

finalement qu'à la vie présente sans réfléchir à l'avenir des futures générations.

Nous avons pu également entendre parmi les intervenants de cette réunion que “ l'Université est une usine à fabriquer des cancrs ”. Pas étonnant de voir que ses confrères gouvernementaux précarisent la Jeunesse.

D'autres grands projets comme la future gare TGV de Dijon ont été abordés lors de cette réunion. FXD exposait aux habitants du quartier Mirande qu'il était important de se saisir de cette question. La position de la nouvelle gare aura effectivement un impact important tant au niveau de l'aspect que de la vie future du quartier. Fait rarissime pour ce type de réunion, FXD se prononçait ouvertement pour le choix du site de Porte-Neuve. Il souhaitait, comme beaucoup d'habitants du quartier, que la gare se situe non loin de la rue de Mirande. Après cette prise de position, tout le monde pensait que lui et l'UAD allaient voter avec la majorité municipale pour le site de Porte-Neuve. Les faits se déroulèrent totalement autrement. Lors de la prise de décision par le conseil municipal de Dijon, il prit position pour le site de Saint-Exupéry ! Ses choix se font-ils par différence de vision sur l'avenir de notre cité ou systématiquement contre ceux de la majorité municipale menée par François REBSAMEN ? La question peut être posée lors d'une telle contradiction de position publique. L'avenir de la ville passe-t-il après son avenir personnel ? Après avoir finalement voté contre la création d'une nouvelle gare TGV à Dijon, le groupe UAD a quitté l'assemblée municipale. L'image que FXD et son groupe ont donnée est lamentable pour des personnes censées être des responsables politiques.

Quel projet pour Dijon ? En tout cas pas celui là !

A.H.

DOSSIER ÉCONOMIE

Le chiffre clé, fin 2005 :
1 100 milliards d'euros



Il correspond en fait au montant total du déficit budgétaire de l'Etat français pour cette fin d'année 2005, un record. Déterminé depuis un mois de façon certaine, ce montant a ébranlé l'actualité politique de cette fin d'année.

Pourtant, l'Etat est censé faire fortement attention aux dépenses de ses différents postes. Ne serait-ce que pour respecter le Pacte de stabilité européen. Selon celui-ci, le déficit de chaque pays européen ne doit pas dépasser 3 % du PIB et leurs dépenses publiques 60 % du PIB. Or, ça fait deux ans aujourd'hui que la France dépasse ces deux seuils. La dette de la France est à un point tel qu'il lui est difficile de rembourser ne serait-ce que l'intérêt de cette dette. On vit donc aujourd'hui dans un contexte de grande fragilité budgétaire.

Le ministère le plus déficitaire : celui de la santé.

Les dépenses les plus conséquentes sont celles de la sécurité sociale. Son déficit a atteint un sommet sans précédent : 20 milliards d'euros pour l'année 2005. Ces dépenses auraient pu être nettement moins élevées si la majorité des assurés ne cherchait pas à maximiser leur profit. Or, aujourd'hui on constate qu'il existe des personnes qui ont plusieurs cartes vitales, qui se rendent chez différents médecins pour une seule et même maladie pour avoir des points de vue différents.

Pourtant, l'assurance maladie a été sujette à une réforme votée le 13 août 2004. Cette réforme évaluée à 2 milliards d'euros consiste en gros en la mise en place :

- d'un ticket modérateur d'un euro par acte médical : il

s'ajoute à l'éventuelle charge du patient et a pour objectif de responsabiliser les assurés sociaux en les sensibilisant sur le coût que représente leur santé ;

- d'un dossier médical personnalisé : un dossier informatisé qui contient toutes les informations médicales du patient ;

- et du choix d'un médecin traitant qui doit être l'intermédiaire entre le patient et les spécialistes.

Verdict : c'est un véritable désastre. Les dépenses ont diminué de manière moins importante, certes, mais de façon plus considérable que les résultats escomptés. Conséquence : le gouvernement envisage aujourd'hui de supprimer le remboursement de 221 médicaments, décision qui représenterait une énorme régression dans un ministère dont l'un des principes fondamentaux est d'accorder une équité dans l'accès des soins.

Baisser les dépenses publiques, la seule alternative pour l'Etat :

Bonne nouvelle : pour une fois, l'Etat ne va pas régler le problème du déficit en ayant de nouveau recours à l'emprunt comme il en avait l'habitude durant toutes ces dernières années ou du moins que très partiellement. Le gouvernement s'est en effet rendu compte de l'effet boule de neige que cela pouvait occasionner (il faudrait rembourser un jour ou l'autre ses emprunts en empruntant de nouveau et ainsi de suite...).

Quelle décision a donc été prise ? Et bien le rapport de Michel Pébereau, rendu le 14 décembre 2005 au ministre des Finances Thierry Breton propose de diminuer les dépenses publiques.

Le gouvernement a donc décidé de ne pas suivre ni l'exemple suédois, ni l'exemple canadien, même s'ils se sont avérés très efficaces. Les deux pays ont en fait réussi à combattre leurs déficits en réduisant de manière conséquente leurs dépenses militaires et la Suède a mis en place en plus une surtaxe qui concerne juste les hauts revenus.

Loin de suivre ces idées, notre gouvernement continue de favoriser les plus aisés en baissant l'impôt sur le revenu sans compter divers cadeaux fiscaux qui sont programmés pour les plus favorisés courant 2007.

B.A.

DOSSIER SOCIÉTÉ

Quand l'Opium du Peuple se heurte à la Liberté d'Expression



CENSURE

Monsieur Flynt, veuillez prendre à la page 77. Veuillez décrire pour les jurés ce qu'il y a à la page 77./ C'est une caricature du Père Noël/ Voudriez-vous nous dire ce qu'il fait ?/ Oui, il parle à Madame Noël et il tient à la main ce qu'il semble être un...un gros pénis en érection/ Et voudriez-vous lire ce que dit le Père Noël sous le dessin s'il vous plaît ?/ Je t'apporte quelque chose à mettre dans ta cheminée/ Monsieur Flynt. Vous croyez que les fondateurs de notre grande nation ont pensé à ce genre de blague pour écrire le premier amendement de la constitution/ Euh je crois que non, mais je ne crois pas qu'ils aient pensé à Play boy non plus, ni même au très distingué People auquel j'ai lu tout une série de gros mots voilà trois semaines/ Mais... il doit bien avoir des limites qu'une société a le droit de fixer/ Non ! ce n'est que de la censure sous un déguisement, ce pays m'appartient autant qu'il vous appartient à vous monsieur et si vous le trouvez scandaleux ce magazine, ne le lisez pas !/ Je ne le dis pas ! Mais que faites-vous des enfants innocents qui lorgnent les pages de votre magazine au rayon journaux de nos épiceries/ oui, oh... enfin... écoutez... Euh, enfin si on surprend un gamin à se saouler à la bière est-ce qu'il faut interdire les bières Budweiser sur tout le territoire ?

Larry Flynt réalisé par Milos Forman

2005, centenaire de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. 2006, polémique sur des dessins montrant une caricature du **continuateur de la religion monothéiste.**

Les curés intégristes sont de retour !

Ce sont les mêmes. Ceux qui ont interdit *La religieuse*, film adapté d'une œuvre de Diderot par Jacques Rivette en 1967, interprété comme film anticlérical.

Ce sont les mêmes. Ceux qui ont fait sauter un cinéma à Paris, dans les années 90 lors de la sortie du film de Scorsese *La dernière Tentation du Christ*, œuvre où l'on représente un Jésus tenté par la vie d'homme qui se marie avec Marie-Madeleine, où l'on montre un certain Saul (Paul) créer le Christianisme contre l'avis d'un Jésus, plus philosophe que messie.

Ce sont les mêmes qui en 1996 s'organisent en France contre le film de Milos Forman, *Larry Flynt*, et parviennent à faire modifier l'affiche du film parce que le personnage éponyme apparaît en position crucifié devant des dessous féminins sur l'affiche.

Ce sont les mêmes qui ont annoncé ces temps-ci que cette affaire ne se serait jamais produite si la fatwa contre Salman Rushdie avait été exécutée. Rushdie ayant été condamné pour avoir représenté les femmes du prophète dans son livre *The Satanic Verses*.

Mais l'affaire... quelle affaire ? Revenons à l'histoire de cette polémique. Fin septembre 2005, paraissent des **caricatures du prophète Mohammad** dans différents journaux du Danemark, le polémiste et satiriste présente des dessins du prophète dans différentes postures dont la plus choquante comme terroriste. Mais l'affaire ne s'arrête pas au Danemark, le directeur de publication de France Soir qui transmet ses caricatures au journal est limogé. Les extrémistes religieux prennent parti, **le Jihad menace tout citoyen européen de mort.** En France le Mrap prend parti contre les caricatures, suit les organisations religieuses.

Y a-t-il eu provocation ou bien n'y a-t-il pas eu provocation de la part du caricaturiste ? Peu importe ! La censure commence là où les critiques (ou même la satire

et/ou la provocation qui sont les formes les plus poussées de la critique) ne peuvent se faire entendre. Pour ceux qui ne sont pas convaincus, souvenez-vous par ailleurs que, comme le reprend Philippe Valls (Charlie Hebdo), "l'exercice de la Liberté n'est pas une provocation. "

Nous ne ferons pas ici, le procès des sectes et des religions, bien que personne ne nous l'empêcherait, toutefois, nous trouvons inadmissible que dans le pays de Voltaire, Diderot, Zola, Sartre, une telle polémique existe. On a longtemps interdit Sade n'interdisons pas Onfray. Pire ! Nous nous trouvons également attaqués par tous les lobbies religieux, et nous même, garants de la Liberté sommes maintenant remis en question. Nous pourrions également porter plainte contre la religion pour attaque à l'article XI de la Déclaration des Droits de l'Homme. Si nous disions avec les philosophes que **la religion est l'opium du peuple** [ndlr : expression rendue par Marx célèbre mais reprise à l'anarchiste et sociologue Moses Hess]. Que les fléaux d'Egypte ne s'abattent pas sur nous ! Ne nous traitez pas d'hérétiques ! Ne nous lancez pas de fatwa !

De peur que l'extrême-droite tourne la situation en sa faveur **Post-Scriptum** demande à tout citoyen raisonnable de se prononcer pour le respect de la liberté de la presse. S'il n'y a pas de respect, il y a auto-censure, et s'il y a auto-censure c'est la dictature. Dans ce contexte nous demandons à tout citoyen d'être responsable de sa position devant un des concepts fondamentaux de la démocratie, la Raison, celle-ci mène à la connaissance et à la paix sociale et éloigne de l'obscurantisme.

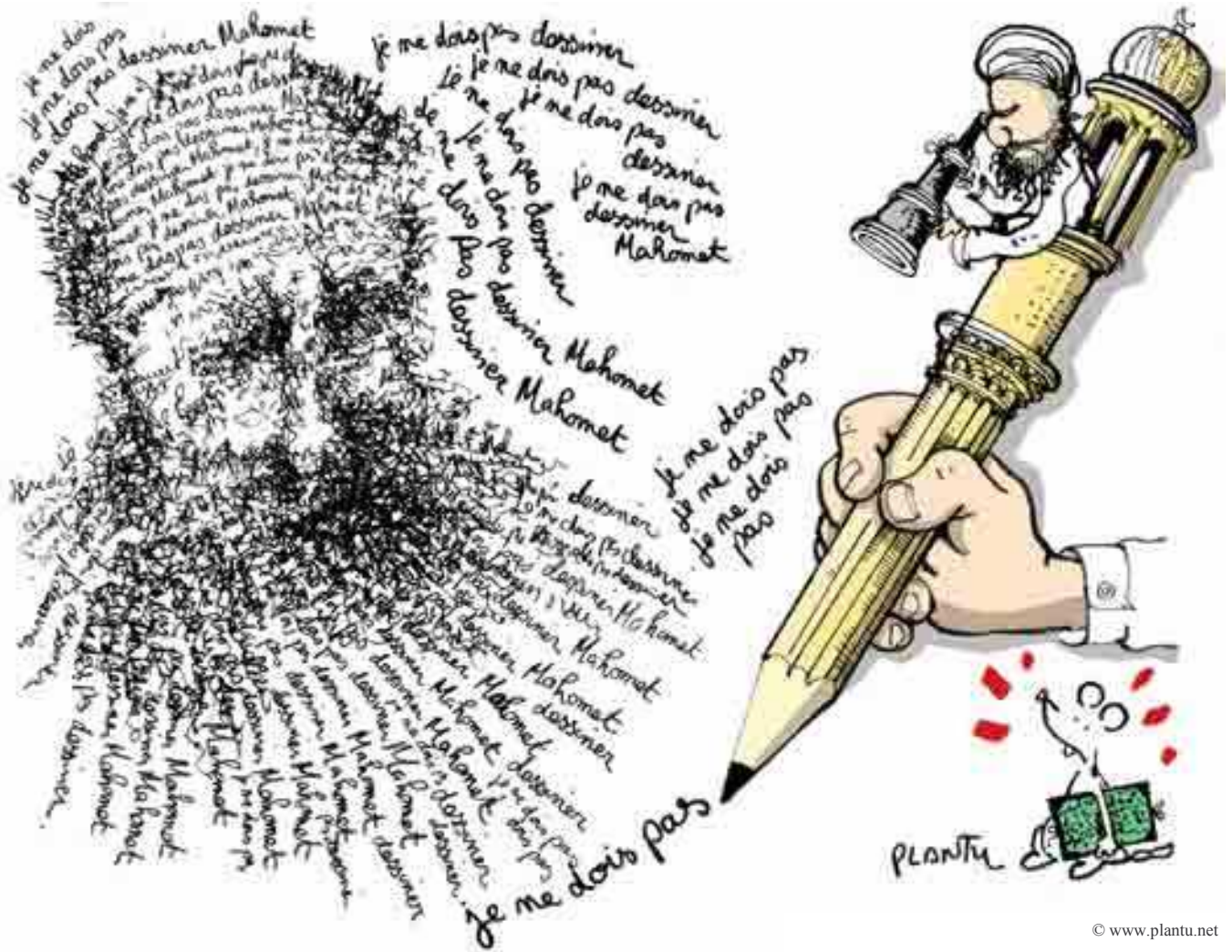
Enfin nous demandons **le rétablissement du directeur de publication de France-Soir dans ses fonctions.**

R.M.

(ndlr : le MRAP est une association proche de l'extrême gauche)

DOSSIER SOCIÉTÉ

Pourquoi nous ne les publions pas ?



© www.plantu.net

Depuis quelques mois, les publications de différentes caricatures du prophète Mahomet ont provoqué de nombreuses réactions, souvent violentes, dans le monde musulman.

Dans un premier temps, nous avions fait le choix de publier ces caricatures. Mais ne voulant pas attiser les haines et plutôt participer pacifiquement au débat sur la liberté d'expression, nous avons choisi de faire un dossier complet sur ce sujet sans publier ouvertement les caricatures.

Néanmoins, nous avons souhaité rappeler notre attachement à la liberté d'expression surtout face à la critique de la religion. Dans un monde démocratique, que nous défendons, la Liberté de chacun est essentielle pour un débat juste. Nous avons toujours fait le choix du débat plutôt que de la confrontation stérile et inefficace, c'est pourquoi nous appelons tous nos lecteurs à réagir sur ce sujet (pscriptum@hotmail.com) et nous nous engageons à publier les différentes réactions au débat.

Nous souhaitons apporter néanmoins notre soutien aux différents acteurs des journaux qui ont fait le choix de la publication (France Soir, Charlie Hebdo et certains

journaux danois) et nous condamnons toutes les formes de violences physiques et/ou juridiques qui ont suivi les publications des caricatures.

La liberté d'expression est un droit inaliénable que nous défendrons toujours. La religion, dans son ensemble, ne peut en aucun cas remettre en cause ce Droit.

A.H.

INTERNATIONAL

Forum Social Mondial : l'appel de Chavez

Dimanche 26 janvier 2006 s'est achevé le Forum Social Mondial de Caracas, Venezuela, par un appel à la réflexion sur la prise du pouvoir lancé par le président vénézuélien Hugo Chavez aux militants



altermondialistes. " Ce n'est qu'en visant le pouvoir que nous pourrions commencer à transformer le monde ", a dit le leader bolivarien, qui, depuis son élection en 1998 entend inventer au Venezuela le " socialisme du 21^e siècle ".

Créé en 2001 à Porto Alegre le Forum social a été conçu comme un contrepoids au Forum économique de Davos, la station suisse où se réunissent chaque année les élites politiques et économiques de la planète.

Ce rendez-vous de l'altermondialisme est devenu avec le temps un large forum où se retrouvent militants du commerce équitable, des droits des homosexuels, de l'effacement de la dette, activistes des droits des populations indiennes, défenseurs de l'environnement ou pacifistes hostiles à la guerre en Irak.

Lieu de dialogue ouvert et non-partisan il ne débouche sur aucune déclaration de principes ni manifeste.

D'où l'appel de Chavez, dont l'expérience controversée à la tête du Venezuela est considérée par ses partisans comme une alternative au néolibéralisme, une entreprise de redistribution des richesses.

Ainsi devant les représentants d'une assemblée des mouvements sociaux, le Président vénézuélien a estimé que le mouvement altermondialiste devait se pencher sur les moyens de parvenir au pouvoir.

Le Forum social " fait partie de la lutte contre le néolibéralisme mais nous devons l'accompagner nécessairement par une stratégie visant le pouvoir ", a-t-il dit, citant en exemple l'élection d'Evo Morales (résultat de plusieurs décennies de luttes indiennes), ancien syndicaliste et défenseur des droits des communautés indiennes, à la présidence de la Bolivie.

Paraphrasant Ernesto " Che " Guevara, tué en 1967 en Bolivie, Chavez a souhaité " créer une, deux, trois Bolivies en Amérique du Sud et dans les Caraïbes " pour contrer les politiques néo-libérales et sauvages de Washington.

V.B.

Viva Zapata !

Le 1^{er} janvier 2006, le mouvement zapatiste de libération nationale (EZLN) a lancé, depuis le Chiapas au sud du Mexique, une vaste campagne de mobilisation pour faire contrepoids à la campagne électorale présidentielle en cours dans ce pays.

" L'autre campagne ", menée par le sous-commandant Marcos et quelques autres représentants du haut commandement militaire zapatiste, se rend dans chacun des Etats de la fédération pour se rencontrer diverses organisations sociales, afin de construire un vaste réseau de résistance et de solidarité susceptible de peser sur les décisions d'un nouveau gouvernement, quel qu'il soit.

Cette campagne baptisée " l'autre campagne " (la otra campana), prend son envol alors que des délégués zapatistes sont sortis de leur retranchement dans la forêt de Lacandonne pour annoncer une grande tournée des 32 Etats de la fédération des Etats-Unis du Mexique.

Pendant les prochains mois, les représentants zapatistes comptent s'activer pour représenter les " gens d'en bas ". Cette première sortie politique depuis la grande marche de 2001, baptisée " la marche de la couleur de la terre " (la marcha del color de la tierra), qui les avait menés jusqu'à Mexico et au Congrès, montre une nouvelle fois la détermination de la lutte indienne à accéder au pouvoir.

V.B.



INTERNATIONAL

REPORTAGE D'UN ÉTUDIANT KAZAKH DE L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

Les attentats du 11 septembre 2001 ont remis l'Asie centrale peu connue du grand public au cœur de la géopolitique mondiale. Cette région forme un ensemble fascinant et magmatique, qui s'étend de la mer Caspienne à la Chine.

Dans le contexte des révolutions de velours qui secouent la CEI (communauté des états indépendants ; Géorgie, Ukraine, Kirghizistan), il serait intéressant de voir quelle est la situation politique au Kazakhstan, un pays eurasiatique, le plus grand exportateur de pétrole et le plus grand producteur de l'uranium de l'Asie centrale (2^e producteur mondial après l'Australie), juste avant l'élection présidentielle qui aura lieu le 4 décembre 2005. Le but de cet article est surtout de montrer "une petite histoire des partis politiques kazakhs" en essayant de rester neutre.

Partis politiques.

Toutes les tendances qui s'affrontent dans la vie politique, tous les pouvoirs rivaux dont la concurrence fait le fond de l'activité publique, toutes les aspirations et les goûts qui séparent les hommes aboutissent aujourd'hui aux partis politiques. Politiquement, les partis sont le moteur de la vie publique.

Les partis ont pour objet d'encadrer l'opinion, de faciliter la cohésion entre les représentations individuelles et de coordonner l'action politique. Dans l'exercice de cette fonction, l'attitude des partis varie selon qu'ils représentent une tendance d'opposition ou qu'ils participent au gouvernement. Les partis remplissent certaines fonctions constantes :

1. Le parti est l'introducteur de la discipline dans le groupe.
2. Les partis permettent de mesurer l'état des forces dans la collectivité.

L'histoire des partis politiques kazakhs commence au moment de la Première guerre mondiale de 1914-1918. En 1916, le premier parti est créé. C'est un parti national "Alash Orda". Avec l'apparition de l'URSS, il fut progressivement éliminé de la vie politique par les autorités soviétiques.

A l'époque de l'URSS, il n'y avait qu'un seul parti politique au Kazakhstan : le Parti communiste. Lorsque M. Gorbatchev est arrivé au pouvoir, les mouvements politiques alternatifs ont commencé à fleurir dans la partie européenne de l'Union soviétique. Après sa chute, ils ont pris le pouvoir. Le temps de renouveau a donné l'espoir au développement de la démocratie dans l'espace post-soviétique.

En ce qui concerne le Kazakhstan, le Parti Communiste du Kazakhstan (PCK) a cessé d'exister en tant qu'une structure qui gouvernait le pays et guidait la société. Mais, un nouvel parti, correspondant par son idéologie à la modernité, n'est pas né pour autant.

Au début des années 1990, la situation politique du Kazakhstan était différente par rapport à celle des pays baltes, par exemple. Au moment de la déclaration d'indépendance (le 16 décembre 1991), l'autorité et la position de l'appareil de "nomenklatura" du PCK, restaient très solides. A cette époque, au Kazakhstan, il n'y avait aucune force politique organisée qui, au moins dans les paroles, pouvait prétendre être au pouvoir. Il convient de

préciser qu'il existait, néanmoins, des organisations plus ou moins alternatives qui poursuivaient des buts politiques. Essentiellement, c'étaient des mouvements et partis nationaux kazakhs nés de la vague euphorique de l'indépendance proche.

Premièrement, ce sont le parti "Azat" (libre) et le mouvement "Jeltoksan" (Décembre ; référence à la manifestation étudiante de 1986 contre la nomination de Kolbina à la tête du gouvernement de "la république soviétique du Kazakhstan"). Or même au plus de leur popularité (année 1991), dans l'opinion publique, ils n'étaient pas considérés comme une force potentielle pouvant prétendre être alternative au Parti Communiste. De plus, ces organisations sont restées trop faibles sur le plan organisationnel et financier. C'est pour cette raison que le gouvernement (les gens au pouvoir) ne les regardait pas comme les concurrents. Il n'y avait pas non plus d'autres "concurrents" organisés.

Il n'y a donc rien d'étonnant qu'à la fin de 1991, la direction du PCK, conservant sa structure de gestion du pays et de la société, a déclaré la dissolution du Parti communiste de la République soviétique du Kazakhstan en refusant le passé communiste et son idéologie.

Au début de l'indépendance, les "titulaires" du pouvoir voulaient, sans doute, diriger le pays sans un parti quelconque. Ainsi, durant 1992, l'administration gouvernementale était non seulement sans un parti "guide", mais aussi sans des partis ou des mouvements pro-gouvernementaux. Il semble que 1992 a été l'année de "sans partis". C'est-à-dire, la notion du "parti politique" avait pratiquement disparu de l'horizon de la société. On avait l'impression que le gouvernement et la société pouvaient se passer des partis et des mouvements politiques.

Congrès populaire du Kazakhstan.

Cependant, il y avait un parti qui a joué un rôle non négligeable dans l'opinion publique: le CPK. Il s'est formé comme l'aile politique du mouvement antinucléaire "Nevada-Semei". Leur leader était O. Suleimenov*. A cette période, ces organisations avaient le soutien de la société. Certains spécialistes voyaient même dans le CPK l'alternative du PCK. Mais le parti n'avait pas pour but de contester le pouvoir en place. Dans la 2^e moitié de 1991 et en 1992, le CPK a été très réservé. Ceci est malgré la lutte intense pour le pouvoir dans tout l'espace soviétique ou post-soviétique.

Il convient de souligner que dans les années 1993-1994, l'une des directions clefs dans le développement politique du pays commence à prendre la forme du désaccord entre le gouvernement et l'opposition. Tandis que le CPK a perdu la force d'un parti avec lequel il fallait compter.

L'affaiblissement du Parti Socialiste du Kazakhstan (créé en 1993), par le pouvoir, devient une évidence après la dissolution du parlement monocaméral en mars 1995. Dans le nouveau parlement bicaméral l'opposition était quasi inexistante. De 1995 à 1998, les forces d'opposition furent dans une période de l'attente passive.

En conclusion, dans les années 1991-1998 aucun parti (au sens européen du terme) alternatif ou d'opposition n'a eu de base financière et organisationnelle sérieuse. La plupart d'entre eux a essayé de s'appuyer sur les états d'esprit contestataires dans la société. Ces partis n'ont même pas prétendu être les concurrents du régime. Le pouvoir en place n'a pas eu besoin d'entamer les actions de répression envers les leaders de l'opposition, car celle-ci était quasiment "inexistante".
Tazhuto Atrau



INTERNATIONAL

REPORTAGE D'UN ÉTUDIANT KAZAKH DE L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE

Les attentats du 11 septembre 2001 ont remis l'Asie centrale peu connue du grand public au cœur de la géopolitique mondiale. Cette région forme un ensemble fascinant et magmatique, qui s'étend de la mer Caspienne à la Chine.

Dans le contexte des révolutions de velours qui secouent la CEI (communauté des états indépendants ; Géorgie, Ukraine, Kirghizistan), il serait intéressant de voir quelle est la situation politique au Kazakhstan, un pays eurasiatique, le plus grand exportateur de pétrole et le plus grand producteur de l'uranium de l'Asie centrale (2^e producteur mondial après l'Australie), juste avant l'élection présidentielle qui aura lieu le 4 décembre 2005. Le but de cet article est surtout de montrer "une petite histoire des partis politiques kazakhs" en essayant de rester neutre.

Partis politiques.

Toutes les tendances qui s'affrontent dans la vie politique, tous les pouvoirs rivaux dont la concurrence fait le fond de l'activité publique, toutes les aspirations et les goûts qui séparent les hommes aboutissent aujourd'hui aux partis politiques. Politiquement, les partis sont le moteur de la vie publique.

Les partis ont pour objet d'encadrer l'opinion, de faciliter la cohésion entre les représentations individuelles et de coordonner l'action politique. Dans l'exercice de cette fonction, l'attitude des partis varie selon qu'ils représentent une tendance d'opposition ou qu'ils participent au gouvernement. Les partis remplissent certaines fonctions constantes :

1. Le parti est l'introducteur de la discipline dans le groupe.
2. Les partis permettent de mesurer l'état des forces dans la collectivité.

L'histoire des partis politiques kazakhs commence au moment de la Première guerre mondiale de 1914-1918. En 1916, le premier parti est créé. C'est un parti national "Alash Orda". Avec l'apparition de l'URSS, il fut progressivement éliminé de la vie politique par les autorités soviétiques.

A l'époque de l'URSS, il n'y avait qu'un seul parti politique au Kazakhstan : le Parti communiste. Lorsque M. Gorbatchev est arrivé au pouvoir, les mouvements politiques alternatifs ont commencé à fleurir dans la partie européenne de l'Union soviétique. Après sa chute, ils ont pris le pouvoir. Le temps de renouveau a donné l'espoir au développement de la démocratie dans l'espace post-soviétique.

En ce qui concerne le Kazakhstan, le Parti Communiste du Kazakhstan (PCK) a cessé d'exister en tant qu'une structure qui gouvernait le pays et guidait la société. Mais, un nouvel parti, correspondant par son idéologie à la modernité, n'est pas né pour autant.

Au début des années 1990, la situation politique du Kazakhstan était différente par rapport à celle des pays baltes, par exemple. Au moment de la déclaration d'indépendance (le 16 décembre 1991), l'autorité et la position de l'appareil de "nomenklatura" du PCK, restaient très solides. A cette époque, au Kazakhstan, il n'y avait aucune force politique organisée qui, au moins dans les paroles, pouvait prétendre être au pouvoir. Il convient de

préciser qu'il existait, néanmoins, des organisations plus ou moins alternatives qui poursuivaient des buts politiques. Essentiellement, c'étaient des mouvements et partis nationaux kazakhs nés de la vague euphorique de l'indépendance proche.

Premièrement, ce sont le parti "Azat" (libre) et le mouvement "Jeltoksan" (Décembre ; référence à la manifestation étudiante de 1986 contre la nomination de Kolbine à la tête du gouvernement de "la république soviétique du Kazakhstan"). Or même au plus de leur popularité (année 1991), dans l'opinion publique, ils n'étaient pas considérés comme une force potentielle pouvant prétendre être alternative au Parti Communiste. De plus, ces organisations sont restées trop faibles sur le plan organisationnel et financier. C'est pour cette raison que le gouvernement (les gens au pouvoir) ne les regardait pas comme les concurrents. Il n'y avait pas non plus d'autres "concurrents" organisés.

Il n'y a donc rien d'étonnant qu'à la fin de 1991, la direction du PCK, conservant sa structure de gestion du pays et de la société, a déclaré la dissolution du Parti communiste de la République soviétique du Kazakhstan en refusant le passé communiste et son idéologie.

Au début de l'indépendance, les "titulaires" du pouvoir voulaient, sans doute, diriger le pays sans un parti quelconque. Ainsi, durant 1992, l'administration gouvernementale était non seulement sans un parti "guide", mais aussi sans des partis ou des mouvements pro-gouvernementaux. Il semble que 1992 a été l'année de "sans partis". C'est-à-dire, la notion du "parti politique" avait pratiquement disparu de l'horizon de la société. On avait l'impression que le gouvernement et la société pouvaient se passer des partis et des mouvements politiques.

Congrès populaire du Kazakhstan.

Cependant, il y avait un parti qui a joué un rôle non négligeable dans l'opinion publique: le CPK. Il s'est formé comme l'aile politique du mouvement antinucléaire "Nevada-Semei". Leur leader était O. Suleimenov*. A cette période, ces organisations avaient le soutien de la société. Certains spécialistes voyaient même dans le CPK l'alternative du PCK. Mais le parti n'avait pas pour but de contester le pouvoir en place. Dans la 2^e moitié de 1991 et en 1992, le CPK a été très réservé. Ceci est malgré la lutte intense pour le pouvoir dans tout l'espace soviétique ou post-soviétique.

Il convient de souligner que dans les années 1993-1994, l'une des directions clefs dans le développement politique du pays commence à prendre la forme du désaccord entre le gouvernement et l'opposition. Tandis que le CPK a perdu la force d'un parti avec lequel il fallait compter.

L'affaiblissement du Parti Socialiste du Kazakhstan (créé en 1993), par le pouvoir, devient une évidence après la dissolution du parlement monocaméral en mars 1995. Dans le nouveau parlement bicaméral l'opposition était quasi inexistante. De 1995 à 1998, les forces d'opposition furent dans une période de l'attente passive.

En conclusion, dans les années 1991-1998 aucun parti (au sens européen du terme) alternatif ou d'opposition n'a eu de base financière et organisationnelle sérieuse. La plupart d'entre eux a essayé de s'appuyer sur les états d'esprit contestataires dans la société. Ces partis n'ont même pas prétendu être les concurrents du régime. Le pouvoir en place n'a pas eu besoin d'entamer les actions de répression envers les leaders de l'opposition, car celle-ci était quasiment "inexistante".
Tazhuto Atrau



BREVES

Une régression ? Non, une progression !

Il est trop tard. Cet article est déjà ridicule, n'est même plus d'actualité, car comme pour tout en ce monde nous sommes passés à autre chose, d'autres problèmes ayant surgi, balayant ceux qui subsistent et subsisteront par négligence. Si j'affirme que l'*uB* s'est de nouveau tirée une balle dans le pied, qu'elle a volontairement fait un pas en arrière et ce au profit de l'ignorance, par le biais d'une restructuration de locaux et de personnel, qui comprend d'emblée de quoi il est ici question ? La majorité des étudiants et enseignants de l'Université ne sont pas concernés par cette nouvelle d'une banalité à faire peur : la Bibliothèque de section Histoire de l'Art et Archéologie a fermé ses portes. Son fonds et son personnel se sont fondus dans ceux de la B.S. Histoire-Géographie. Il n'y a pas de quoi prendre les armes et tuer ceux qui sont néo-capitalistes par défaut, mais que peut-on contester et constater ?

- Dans notre Université qui manque tellement de salles qu'elle en est réduite à construire des préfabriqués d'une durée de vie de 5 ans pour un coup/coût de 700 000 euros, alors que tant de salles semblent vides au cours d'une journée type, la bonne nouvelle est que cette fermeture va permettre la création d'une, voire deux salles de cours.

- Pour des matières ayant des connivences aussi étroites, la réunion des fonds Histoire, Géographie, Histoire de l'Art et Archéologie est une aubaine pour tous ; il n'est plus besoin de jongler entre deux lieux pour acquérir du savoir. Un supermarché, c'est beaucoup mieux que deux épicerie vieillottes.

- La nouvelle disposition de cette salle, certes devenue trop petite -des caisses de livres ne sont encore pas déballées faute de place, le nombre de tables s'est considérablement réduit- a fait fuir les éléments qui perturbaient le calme nécessaire au fonctionnement d'une bibliothèque ; seuls les éléments studieux se résignent encore à fréquenter ce lieu.

La vérité désormais : l'Université coûte cher, il faut réduire au maximum les dépenses quitte à faire des choix peu judicieux, et il est fort peu probable qu'une salle plus vaste et mieux adaptée soit offerte au public de cette super-B.S., qui a de surcroît conservé en son sein deux systèmes d'emprunt aux esprits fort opposés. Autrement dit, cet état de fait va persister. Laissons faire, continuons à suivre les ornières avec des œillères. Soyons les courtisanes d'un absolutisme intellectuel. Après nous le déluge ; nous sommes tous des Pompadour.

J.C.

Vos réactions !

PScriptum@hotmail.com

<http://pscriptum.canalblog.com>

Post-Scriptum :

5 rue Henri Baudot - 21000 Dijon

Journal imprimé par nos soins - Par ailleurs un grand merci à Louise !

Ne pas jeter sur la voie publique (faites le plutôt circuler !)

1ère édition publiée à 2500 exemplaires, le 24 mai 2006

2ème édition publiée à 1500 exemplaires, le 7 juin 2006

Dépot légal et ISSN en cours